

Gouvernement du Québec

## Décret 724-2003, 3 juillet 2003

CONCERNANT le renouvellement du mandat de monsieur Jacques Labrie comme membre médecin du Tribunal administratif du Québec, affecté à la section des affaires sociales

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 48 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3, modifiée par le chapitre 22 des lois de 2002) prévoit notamment que le mandat d'un membre du Tribunal administratif du Québec est renouvelé pour cinq ans ;

ATTENDU QUE l'article 49 de cette loi énonce que le renouvellement du mandat d'un membre est examiné suivant la procédure établie par règlement du gouvernement et qu'un tel règlement peut notamment fixer la composition des comités et le mode de nomination de leurs membres, lesquels ne doivent pas faire partie de l'Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), ni la représenter ;

ATTENDU QUE l'article 57 de la Loi sur la justice administrative précise que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 318-98 du 18 mars 1998, modifié par le décret numéro 1180-2002 du 2 octobre 2002, en application de l'article 56 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de ce tribunal ;

ATTENDU QUE le mandat de monsieur Jacques Labrie comme membre médecin à temps partiel du Tribunal administratif du Québec, affecté à la section des affaires sociales, a été renouvelé pour cinq ans par le décret numéro 927-98 du 8 juillet 1998 et que ce mandat viendra à échéance le 14 octobre 2003 ;

ATTENDU QUE conformément à l'article 26 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées membres du Tribunal administratif du Québec et sur celle de renouvellement du mandat de ces membres, édicté par le décret numéro 317-98 du 18 mars 1998, modifié par le décret numéro 1179-2002 du 2 octobre 2002, le secrétaire général associé responsable des Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité composé de membres qui ne font pas partie de l'Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique ni ne la représentent, dont il a désigné le président, pour examiner le renouvellement du mandat de certains membres du Tribunal administratif du Québec dont monsieur Jacques Labrie ;

ATTENDU QUE ce comité a transmis sa recommandation au secrétaire général associé et au ministre de la Justice ;

ATTENDU QU'il y a lieu de renouveler le mandat de monsieur Jacques Labrie comme membre à temps partiel du Tribunal administratif du Québec ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur ta recommandation du ministre de la Justice :

QUE le mandat de monsieur Jacques Labrie comme membre médecin à temps partiel du Tribunal administratif du Québec, affecté à la section des affaires sociales, soit renouvelé pour cinq ans à compter du 15 octobre 2003 ;

QUE monsieur Jacques Labrie bénéficie des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du Québec édicté par le décret numéro 318-98 du 18 mars 1998 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées ;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de monsieur Jacques Labrie soit à Québec.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ DICAIRE

40867

Gouvernement du Québec

## Décret 725-2003, 3 juillet 2003

CONCERNANT le renouvellement du mandat de deux membres du Tribunal administratif du Québec

ATTENDU QUE le paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 48 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3, modifiée par le chapitre 22 des lois de 2002) prévoit notamment que le mandat d'un membre du Tribunal administratif du Québec est renouvelé pour cinq ans à moins que le membre ne demande qu'il en soit autrement et notifie sa décision au ministre au plus tard trois mois avant l'expiration de son mandat ;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 48 de cette loi énonce notamment qu'une dérogation à la durée du mandat ne peut valoir que pour une durée fixe de moins de cinq ans déterminée par l'acte de renouvellement ;

ATTENDU QUE l'article 49 de cette loi énonce que le renouvellement du mandat d'un membre est examiné suivant la procédure établie par règlement du gouvernement et qu'un tel règlement peut notamment fixer la composition des comités et le mode de nomination de leurs membres, lesquels ne doivent pas faire partie de l'Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), ni la représenter;

ATTENDU QUE l'article 57 de la Loi sur la justice administrative précise que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 318-98 du 18 mars 1998, modifié par le décret numéro 1180-2002 du 2 octobre 2002, en application de l'article 56 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de ce Tribunal;

ATTENDU QUE l'article 60 de cette loi énonce que le fonctionnaire nommé membre du Tribunal cesse d'être assujéti à la Loi sur la fonction publique pour tout ce qui concerne sa fonction de membre et qu'il est, pour la durée de son mandat et dans le but d'accomplir les devoirs de sa fonction, en congé sans solde total;

ATTENDU QUE le mandat de M<sup>e</sup> Jocelyn Carpentier comme membre du Tribunal administratif du Québec, affecté à la section des affaires sociales, a été renouvelé pour cinq ans par le décret numéro 925-98 du 8 juillet 1998 et que ce mandat viendra à échéance le 8 novembre 2003;

ATTENDU QUE le mandat de M<sup>e</sup> Jean Proteau comme membre du Tribunal administratif du Québec, affecté à la section des affaires immobilières, a été renouvelé pour cinq ans par le décret numéro 1226-98 du 23 septembre 1998 et que ce mandat viendra à échéance le 4 janvier 2004;

ATTENDU QUE conformément à l'article 26 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées membres du Tribunal administratif du Québec et sur celle de renouvellement du mandat de ces membres, édicté par le décret numéro 317-98 du 18 mars 1998, modifié par le décret numéro 1179-2002 du 2 octobre 2002, le secrétaire général associé responsable des Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité composé de membres qui ne font pas partie de l'Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique ni ne la représentent, dont il a désigné le président, pour examiner le renouvellement du mandat de certains membres du Tribunal administratif du Québec dont M<sup>e</sup> Jocelyn Carpentier et M<sup>e</sup> Jean Proteau;

ATTENDU QUE ce comité a transmis sa recommandation au secrétaire général associé et au ministre de la Justice;

ATTENDU QU'il y a lieu de renouveler le mandat de M<sup>e</sup> Jocelyn Carpentier et M<sup>e</sup> Jean Proteau comme membres du Tribunal administratif du Québec;

ATTENDU QUE M<sup>e</sup> Jocelyn Carpentier a demandé que son mandat soit renouvelé pour une durée moindre que cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2007;

IL EST ORDONNÉ; en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE le mandat de M<sup>e</sup> Jocelyn Carpentier comme membre avocat du Tribunal administratif du Québec, affecté à la section des affaires sociales, soit renouvelé du 9 novembre 2003 au 31 décembre 2007, au même salaire annuel;

QUE le mandat de M<sup>e</sup> Jean Proteau comme membre du Tribunal administratif du Québec, affecté à la section des affaires immobilières, soit renouvelé pour cinq ans à compter du 5 janvier 2004, au même salaire annuel;

QUE M<sup>e</sup> Jocelyn Carpentier et M<sup>e</sup> Jean Proteau bénéficient des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du Québec édicté par le décret numéro 318-98 du 18 mars 1998, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées;

QUE M<sup>e</sup> Jocelyn Carpentier continue de participer au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE);

QUE M<sup>e</sup> Jean Proteau continue de participer au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) et au régime de prestations supplémentaires adopté par le décret numéro 461-92 du 1<sup>er</sup> avril 1992 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, en tant qu'employé qui n'est pas visé par l'annexe I de ce décret;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de M<sup>e</sup> Jocelyn Carpentier soit à Montréal;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de M<sup>e</sup> Jean Proteau soit à Québec;

QUE pour la durée de son mandat, M<sup>e</sup> Jean Proteau soit en congé sans solde total du ministère de la Justice comme cadre classe 5.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ DICAIRE